

ROYAUME-UNI

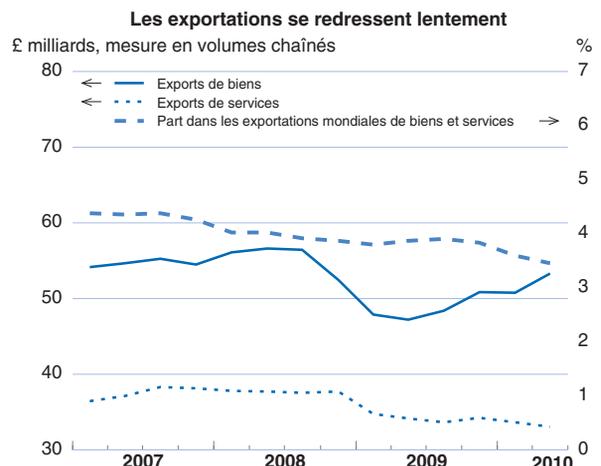
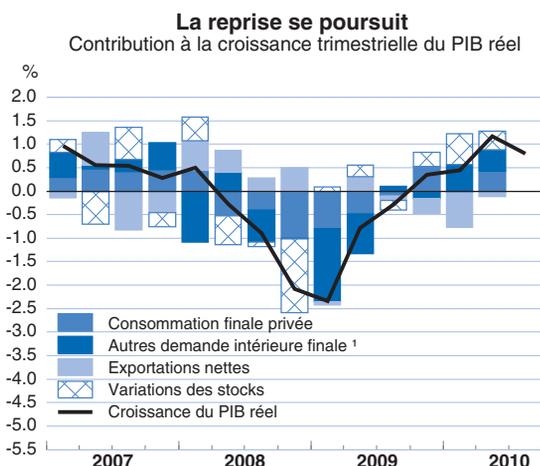
L'économie émerge de la récession, soutenue à la fois par une demande intérieure croissante et des exportations en hausse. L'assainissement budgétaire énergique mais nécessaire et la faible progression du revenu réel créent de puissants vents contraires et il est prévu que la croissance reste molle en 2011. La reprise prendra un peu plus d'ampleur en 2012 car les exportations devraient augmenter encore et l'investissement des entreprises croître à un rythme plus soutenu. Le chômage va baisser progressivement. L'inflation restera au-dessus de l'objectif de 2 % tout au long de 2011, en raison de l'effet initial du relèvement du taux de la TVA, mais devrait redescendre sous l'objectif, lorsque cet effet s'estompera. L'inflation tendancielle, hors incidence des ajustements de la TVA, reste basse en raison de la lourdeur de la conjoncture.

L'assainissement budgétaire est engagé, des plans détaillés étant présentés dans la Programmation pluriannuelle des dépenses publiques (Spending Review). L'ambitieux programme à moyen terme des autorités a sensiblement atténué les risques budgétaires et pourrait, conjointement avec l'amélioration de l'efficacité des dépenses de santé et la mise en œuvre de réformes structurelles, soutenir la croissance à long terme. Au cours de la période examinée, la politique monétaire devra rester expansionniste dans le contexte d'une orientation nettement plus restrictive de l'action budgétaire, mais il faudra que le processus de normalisation des taux d'intérêt démarre pour de bon en 2012 lorsque l'inflation tendancielle commencera à s'accélérer.

Le rythme de la croissance est soutenu mais devrait se ralentir

L'économie émerge de la récession la plus profonde que le pays ait connue depuis les années 30. La croissance du PIB au cours des trois premiers trimestres de 2010 a été robuste, grâce à une large progression de la demande intérieure, notamment la nécessaire reconstitution des stocks. Le rythme d'expansion va toutefois ralentir, car la contribution de la formation de stocks s'estompe et l'assainissement budgétaire induira des vents contraires de plus en plus marqués. Les pressions dans le sens d'un désendettement des ménages se sont atténuées avec le

Royaume-Uni



1. Comprend la formation de capital fixe brut, la consommation du gouvernement et un écart statistique.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 88, Office pour les Statistiques Nationales.

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932352975>

Royaume-Uni : **Emploi, revenu et inflation**

Pourcentages de variation

	2008	2009	2010	2011	2012
Emploi	0.7	-1.6	0.0	0.3	0.5
Taux de chômage ¹	5.7	7.6	7.9	7.8	7.6
Rémunération des salariés	2.3	0.2	2.8	2.5	3.3
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2.3	5.5	1.0	0.8	1.4
Revenu disponible des ménages	5.4	2.6	3.5	3.4	3.8
Déflateur du PIB	3.0	1.4	3.3	2.0	1.3
Indice des prix à la consommation harmonisé ²	3.6	2.2	3.1	2.6	1.6
IPCH sous-jacent ³	1.6	1.7	2.6	2.6	1.6
Déflateur de la consommation privée	3.1	1.3	4.4	3.0	1.8

1. En pourcentage de la population active.

2. Connu sous le nom de IPC au Royaume-Uni.

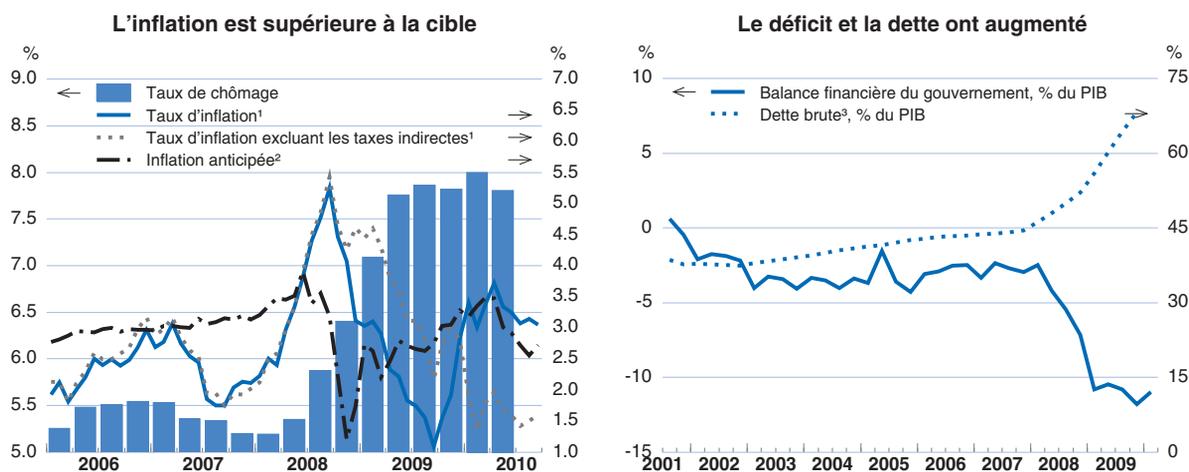
3. Indice des prix à la consommation harmonisé, hors énergie, alimentation, alcool et tabac.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932354609>

raffermissement des prix des logements et des situations patrimoniales globales et l'augmentation des taux d'épargne, mais la progression médiocre des revenus réels limitera à terme la consommation des ménages. Les exportations ont sensiblement augmenté mais restent moins performantes que dans les autres pays de l'OCDE en dépit de la forte dépréciation de la livre sterling, car les exportations de services financiers n'ont pas encore commencé à se ressaisir après leur forte contraction en 2009.

Royaume-Uni



1. Pourcentage de variation en glissement annuel.

2. Écarts de rendement implicite à 10 ans entre les obligations de référence du gouvernement et les obligations indexées.

3. Définition de Maastricht.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE n° 88, Banque d'Angleterre, Office pour les Statistiques Nationales.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932352994>

Royaume-Uni : Indicateurs financiers

	2008	2009	2010	2011	2012
Taux d'épargne des ménages ¹	2.0	6.3	4.4	3.5	3.4
Solde financier des administrations publiques ²	-4.8	-11.0	-9.6	-8.1	-6.5
Balance des opérations courantes ²	-1.6	-1.3	-2.2	-1.6	-1.2
Taux d'intérêt à court terme ³	5.5	1.2	0.7	0.9	1.8
Taux d'intérêt à long terme ⁴	4.6	3.6	3.5	3.6	4.5

1. En pourcentage du revenu disponible.

2. En pourcentage du PIB.

3. Taux interbancaire à 3 mois.

4. Obligations d'État à 10 ans.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932354628>

Les conditions financières s'améliorent lentement. Toutefois, le crédit est peu soutenu, en raison de l'atonie de la demande mais aussi d'un désendettement continu dans le secteur bancaire, qui limite l'offre de crédit aux petites entreprises et aux ménages. Les grandes entreprises ne manquent pas de trésorerie et ont accès à des sources de financement non bancaires. Le taux de chômage est resté stable depuis la mi-2009, tandis que l'emploi a commencé à se rétablir. Les salaires progressent peu. L'inflation globale a baissé progressivement en 2010 mais reste supérieure à 3 %, du fait surtout de la fin de l'application d'un taux réduit de la TVA en janvier. Toutefois, correction faite des ajustements d'impôts,

Royaume-Uni : Demande et production

	2009	2010	2011	2012	Quatrième trimestre		
					2010	2011	2012
	Prix courants milliards de £				Pourcentages de variation annuelle, en volume (prix de 2006)		
Consommation privée	908.5	1.2	1.7	1.8	1.8	1.3	1.9
Consommation publique	327.4	1.9	-1.1	-1.7	1.8	-2.1	-1.5
Formation brute de capital fixe	204.3	2.0	2.3	4.3	5.1	2.7	5.1
Secteur public ¹	41.6	-4.9	-17.0	-5.2	-20.2	-11.0	-1.7
Secteur privé : résidentiel	41.3	7.9	8.6	3.3	12.6	3.3	3.4
Secteur privé : autres	121.4	2.3	6.1	7.0	12.3	6.4	7.4
Demande intérieure finale	1 440.2	1.5	1.2	1.4	2.3	0.8	1.7
Variation des stocks ²	- 14.5	1.2	0.1	0.0			
Demande intérieure totale	1 425.7	2.7	1.3	1.4	3.4	0.8	1.7
Exportations de biens et services	386.2	4.4	5.0	6.4	3.2	5.6	6.6
Importations de biens et services	419.3	7.5	3.1	4.0	5.1	3.5	4.1
Exportations nettes ²	- 33.1	-1.0	0.4	0.5			
PIB aux prix du marché	1 392.6	1.8	1.7	2.0	2.9	1.3	2.3

Note : Des prévisions trimestrielles détaillées sont disponibles dans l'annexe statistique pour les sept pays principaux, la zone euro et l'ensemble de l'OCDE.

1. Y compris les entreprises publiques et nationalisées.

2. Contributions aux variations du PIB en volume (en pourcentage du PIB en volume de l'année précédente), montant effectif pour la première colonne.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932354647>

Royaume-Uni : Indicateurs extérieurs

	2008	2009	2010	2011	2012
Milliards de \$					
Exportations de biens et services	781.8	604.1	649.8	706	761
Importations de biens et services	853.2	655.8	721.3	779	827
Balance commerciale	- 71.3	- 51.7	- 71.4	- 72	- 66
Solde des invisibles	28.3	24.6	22.1	34	35
Balance des opérations courantes	- 43.1	- 27.1	- 49.4	- 38	- 30
Pourcentages de variation					
Exportations de biens et services en volume	1.0	- 11.1	4.4	5.0	6.4
Importations de biens et services en volume	- 1.2	- 12.3	7.5	3.1	4.0
Résultats à l'exportation ¹	- 1.3	0.3	- 5.5	- 2.5	- 0.8
Termes de l'échange	0.0	- 1.0	0.7	- 1.1	- 0.8

1. Ratio du volume des exportations sur le marché correspondant pour le total des biens et services.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 88.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932354666>

l'inflation est restée stable et sensiblement inférieure à l'objectif de 2 %. Les rendements des obligations et les anticipations inflationnistes ont reculé peu à peu, sous l'influence de la décrue de l'inflation globale et de l'amélioration des perspectives budgétaires.

L'austérité budgétaire ne va pas disparaître de sitôt

Les vents contraires budgétaires devraient se renforcer, car les prévisions partent de l'hypothèse que le programme d'assainissement budgétaire annoncé dans le budget de juin et la Programmation pluriannuelle des dépenses publiques sera pleinement exécuté. En 2012, le déficit budgétaire devrait donc redescendre à 6.5 % du PIB, et la dette publique brute atteindre près de 95 % du PIB. Le gouvernement a accéléré le rythme de l'assainissement et a élaboré des plans pour rétablir l'équilibre du solde courant corrigé des fluctuations conjoncturelles d'ici à la fin de l'exercice 2015/16. Au total, la contraction budgétaire annuelle induite, mesurée en fonction du solde primaire corrigé des fluctuations conjoncturelles, représentera annuellement environ 1.7 % du PIB entre 2009 et 2012 et pèsera sur la croissance. Les augmentations d'impôts, y compris le relèvement des cotisations de sécurité sociale et du taux de la TVA en 2011, contribuent de façon substantielle à l'assainissement. Toutefois, la majeure partie de celui-ci sera obtenu à juste titre par des compressions et restrictions de dépenses. Dans la Programmation pluriannuelle des dépenses publiques, les modalités de réduction des dépenses sont précisées, ce qui contribue à la crédibilité des plans budgétaire du gouvernement. La plupart des secteurs de dépenses seront touchés, à l'exception de la santé et de l'aide internationale, qui sont protégées, et d'importantes contractions des investissements publics, de la consommation et des transferts sont envisagées pour les prochaines années.

La politique monétaire doit rester fortement expansionniste

Le taux directeur de la Banque d'Angleterre étant proche de zéro et les mesures d'assouplissement quantitatif s'élevant à 200 milliards de livres (14 % du PIB), la politique monétaire reste très expansionniste. Cette orientation est appropriée car l'ampleur de l'écart de production et l'atonie des coûts unitaires de main-d'œuvre devraient faire redescendre l'inflation au-dessous de l'objectif de 2 % en 2012, une fois estompés les effets du relèvement de la TVA. Si la reprise se poursuit comme prévu, la normalisation de la politique monétaire et du retrait des mesures de relance devraient être initiés durant la deuxième partie de 2011 et d'autres en 2012, lorsque la reprise gagnera de l'ampleur.

La reprise reste modérée et ne s'affirme qu'en 2012

La reprise devrait rester modérée en 2011 car la consommation publique et l'investissement public baisseront très nettement, tandis que la consommation des ménages restera molle à cause de la faible croissance des revenus réels et de la stagnation des prix des actifs. Une nouvelle progression des exportations, étayée par la montée de la demande mondiale, la faiblesse du taux de change et la disparition de l'effet de freinage dû aux exportations de services financiers, soutiendra en fin de compte une reprise un peu plus vigoureuse en 2012. L'investissement des entreprises est tombé à de bas niveaux et devrait aussi se raffermir en 2012 en réponse à la montée des exportations. Vu l'atonie de la demande interne, les importations croîtront lentement et le solde de la balance courante devrait s'améliorer légèrement, tout en restant négatif tout au long de 2012.

Le marché du travail entame une lente convalescence

L'emploi a commencé à se redresser mais manquera encore de dynamisme étant donné que l'emploi public va se contracter et que les entreprises pourront dans un premier temps répondre à l'augmentation de la demande en réalisant des gains de productivité et en allongeant la durée moyenne du travail. L'activité s'affirmant en 2012, des améliorations plus substantielles sont attendues sur le marché du travail et le chômage devrait commencer à décroître peu à peu. Les majorations de salaires resteront faibles étant donné la lourdeur de la conjoncture.

Les risques sont orientés à la baisse

Des risques notables entourent ces prévisions, la balance penchant dans le sens d'une dégradation. La compression des revenus disponibles des ménages résultant de l'assainissement budgétaire pourrait peser davantage que prévu sur la consommation des ménages, surtout si l'accès au crédit reste limité et si le marché du logement faiblit de nouveau. De même, de nouvelles baisses des prix de l'immobilier commercial pourraient déclencher un surcroît de pertes dans le secteur bancaire. En revanche, la diminution des incertitudes et le renforcement de la confiance pourraient encourager les entreprises à puiser dans leur important volant de trésorerie pour accroître l'investissement plus que prévu. Les perspectives des exportations sont entourées de risques substantiels dans les deux sens. Tandis que la performance médiocre des exportations de services, et surtout de services financiers, reste un risque

à la baisse, une reprise plus rapide des exportations en réponse à la faiblesse de la livre sterling ne saurait être écartée.

Des réformes du secteur de la santé pourraient atténuer l'impact de l'assainissement

En accélérant le rythme de l'assainissement, le gouvernement a sensiblement atténué les risques budgétaires, contribuant ainsi à abaisser les écarts sur les rendements obligataires et à réduire l'incertitude. L'ajustement budgétaire sera certes difficile, mais ces mesures sont nécessaires pour maîtriser les déficits et freiner l'accumulation de la dette. Un nouveau renforcement du cadre budgétaire à moyen terme consoliderait le processus d'assainissement. La mise en place de l'Office for Budget Responsibility est donc une évolution importante et la crédibilité de cet organisme dépendra de façon critique de son aptitude à présenter des avis indépendants. Étant donné l'ampleur de l'effort budgétaire, il est plus que jamais indispensable d'engager des réformes structurelles destinées à améliorer l'efficacité de la prestation de services publics et la productivité globale. À titre d'exemple, de nouvelles réformes génératrices de gains de productivité dans le secteur de la santé autoriseraient de substantielles compressions des dépenses dans ce secteur, sans nuire à la prestation de services, ce qui permettrait de mieux protéger les dépenses d'infrastructure, qui sont soumises à des pressions. Pour améliorer la stabilité financière, il faudrait mettre en route sans tarder des réformes dans le secteur financier, en créant un cadre macroprudentiel fonctionnel et en remédiant aux problèmes posés par les banques trop grandes pour faire faillite.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2010), « Royaume-Uni », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2010 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2010-2-10-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.